

Conseil d'administration du 25 mars 2021

En distanciel

Connectés à distance :

Gérard Leca (GCEE), Thomas Contentin (IFEP), François Dumez (ITEA), Fabien DROUET (SYNTEAU), Eric Garroustet (SFEG), Luc MANRY (ITSEP), Fabrice LETENEUR (SYPRODEAU), Jean-Luc Ventura (UIE), Marion Le Goffic (UIE), Florent Boulrier (UIE), Anne-Laure Makinsky (UIE)

Excusés :

Gilbert Brelet (SYPRODEAU), Jean VIGIER (GCEE), Pierre KIRSH (SIET) Frédéric NOUGAREDE (SYNTEAU)

- **Approbation du compte-rendu, CA UIE du 14 janvier 2021**

Après passage en revue du compte-rendu, celui-ci est adopté à l'unanimité des participants. Le compte-rendu du conseil d'administration du 14 janvier est disponible en annexe 1.

- **Point financier**

➤ **Au 31/12/2020, l'UIE clôture ses comptes à -34 929, 37 €**

Le président de l'UIE propose de soumettre la clôture des comptes 2020 à l'approbation des membres du conseil d'administration par voie électronique, hors séance, en même temps que l'envoi du présent compte-rendu.

Fabien Drouet pose deux questions, une portant sur la reprise de provision due à un non-paiement par l'Agence Française de la Biodiversité de la solde d'une subvention Aquaplus, l'autre sur la participation de l'UIE au Carrefour de l'Eau 2020.

➤ **L'état des finances de l'UIE est conforme aux prévisions d'atterrissage :**

Disponibilités : 305 641,33 €
Solde banque au 31/12/2020 : 248 028,22 €
Livret A : 57 549,61 €
Caisse : 63,50 €

➤ **Une mise à jour du budget prévisionnel 2021 sera envoyée aux administrateurs d'ici à mi-avril.** Elle permettra de prendre en compte d'une part le départ en congé maternité d'Anne-Laure Makinsky et son remplacement à mi-temps ainsi qu'une prestation communication qui pourrait assurer le relai sur les sujets communication en attendant le rétablissement de Céline Retbi.

- **Conjoncture**

- **Commande publique**

Le baromètre hebdomadaire de la commande publique FNTF montre que les appels d'offre sont en recul de 24% depuis le début de l'année 2021 par rapport à la même période en 2019, considérée comme année de référence. Les choses ne semblent pas s'améliorer.

- **Point de situation par sous-secteurs**

Le président de l'UIE propose un rapide point de situation par syndicat/métier UIE sur ce premier trimestre 2021. Il attire notamment l'attention sur les signaux faibles qui peuvent impacter notre secteur tels que l'approvisionnement en matières premières qui est une préoccupation partagée de l'ensemble des syndicats membres.

SYNTEAU (Fabien Drouet) : le syndicat observe une baisse de la commande publique dans son domaine plus prononcée que pour l'ensemble des Travaux publics qui se situerait entre -25 et -50% d'appels d'offres. La pénurie de matières premières engendre une augmentation des prix. Les nouveaux appels d'offres demandent un chiffrage en configuration confinement/covid qui bascule le facteur risque du côté des entreprises. Une vigilance est demandée sur les protocoles sanitaires et le durcissement éventuel des restrictions qui auraient des impacts directs sur l'équilibre financier des marchés publics. + Pas d'effet positif des subventions des agences de l'eau

GCEE (Gérard Leca sur réhabilitation et Yves Keraël sur travaux neufs) : Les appels d'offres sont en baisse de – 25 à -30% par rapport à 2019 avec un retard dans la prise de décisions et une tension sur les prix. Avec moins d'appels d'offres, les entreprises se positionnent en cassant les prix. Des difficultés d'approvisionnement sur les fournitures sont observées avec une hausse des prix des matières premières. Côté construction, le niveau d'appels d'offres est correct mais les délais se rallongent. Les prix sont globalement stables malgré une augmentation des prix du béton et des armatures.

ITEA (François DUMEZ) :

ITEA tiendra son conseil d'administration le 7 avril. Le niveau d'appels d'offres est tendu et bien inférieur à 2019. Les décisionnaires sont pour la plupart en télétravail et les prises de décision sont très lentes. Le premier trimestre a été globalement bon voire supérieur au 1^{er} trimestre 2019. Une tension sur les prix est la conséquence de la hausse des matières premières et du transport.

ITSEP : La moitié de la capacité de production est à l'arrêt en raison de la pénurie de matières premières plastiques. Les prix sont en augmentation de 5 à 10% à ce stade. La *supply chain* est tendue, se pose régulièrement dans le mois la question de savoir si les usines pourront tourner la semaine suivante. Les entreprises sont dans une logique de refus de commandes si celles-ci sont d'un volume supérieur à la moyenne.

IFEP : La situation est très positive sur le 1^{er} trimestre 2021. Avec un chiffre d'affaires en augmentation de 20 à 35% par rapport à 2019 en raison d'un engouement suscité par les eaux de pluie. Grande inquiétude sur les approvisionnements avec la pénurie de matières premières notamment pour les petits clients. Enfin, un appel à la vigilance au piratage de systèmes

informatiques est fait, en raison notamment d'un arrêt de tous les systèmes chez Premier Tech accompagné d'une demande de rançon, pendant deux semaines.

SYPRODEAU : On observe des tensions sur les marchés, des problèmes d'importation de produits avec la Grande-Bretagne. Niveau satisfaisant de projets de travaux mais le parcours de décision est long et laborieux.

SIET : Les entreprises du SIET arrivent à limiter les dégâts grâce à leur champ d'activité varié (eau potable, piscines municipales et privées, traitement de l'air ou des surfaces...). Sur le marché municipal, le constat avec les autres syndicats est partagé : une baisse importante des appels d'offres par rapport à 2019, ce qui provoque incertitudes et inquiétudes pour les adhérents.

SFEG : Le chiffre d'affaires est globalement stable, davantage en régions qu'à Paris. Vigilance sur la baisse des indices TP. Grande résilience des entreprises.

⇒ La préoccupation autour de la pénurie de matières premières dont les plastiques étant partagée par l'ensemble des syndicats, une note de position UIE va être proposée au bureau UIE et pourra être déclinée en actions de communication qui viendront en soutien d'actions déjà enclenchées dans d'autres fédérations professionnelles (communiqués de presse, lettres aux ministères concernés...)

⇒ Après analyse (post CA) on peut d'ores et déjà observer que les effets sont inégaux sur les révisions de prix :

- Les salaires et l'électricité ne sont pas perturbés
- Les services divers ont flanché gravement jusqu'à des valeurs de 2016 et 2017 et remontent sur les valeurs de 2018
- Le BTP et les canalisateurs sont aussi sur des valeurs de 2018 mais avoir sans connu l'effondrement des services
- Les aciers et métaux sont encore en tendance baissière à contrecourant des orientations actuelles

- **Sujets techniques et réglementaires**

- **Réutilisation des eaux non conventionnelles**

Les travaux se déroulent désormais en sous-groupes, notamment :

- ✓ Les usages à l'échelle du site de production (eau de pluie, eaux grises notamment)
- ✓ Les usages urbains (lavage de voirie, hydrocurage...) + recharge de nappe
- ✓ Les usages industriels

En termes d'avancement :

- ✓ Des fiches REX à réaliser (répartition des tâches entre membres du sous-groupe) afin de voir ce qui fonctionne, quels sont les freins...
- ✓ Sous-groupe urbain : il est prévu d'auditionner des collectivités qui ont initié des projets (qui peuvent avoir avorté) afin qu'elles fassent part des difficultés rencontrées
- ✓ Des fiches de synthèse par usage seront réalisées afin de définir s'il semble pertinent de les développer et quels sont les freins à lever.

➔ Thomas Contentin alerte sur le fait que les débats s'enlisent dans le sous-groupe 1 : beaucoup trop de temps passé à réfléchir à des couples eau/usages qui semblent peu pertinents ou qui au contraire sont déjà pratiqués. Le nombre important d'universitaires/chercheurs dans ce sous-groupe en est la cause. Il est donc proposé que l'UIE fasse un point d'alerte à l'animatrice du GT plénier pour recadrer les choses.

- **Loi Climat & Résilience**

- **Micropolluants**

L'UIE travaille toujours en lien avec AMORCE, FP2E, FNCCR à mettre cette problématique au cœur des débats politiques. Ainsi plusieurs amendements ont été portés pour la remise d'un rapport par le Gouvernement sur la possibilité de mettre en place de nouveaux financements puis de concrétiser ce dispositif dans une loi. Cet amendement appelant une autre loi, il a été jugé irrecevable par la Commission spéciale de l'Assemblée nationale malgré le fort support reçu de la part des parlementaires. Ainsi, un nouvel amendement faisant état d'un simple rapport a été proposé pour la première lecture en séance qui démarre le 30 mars.

- **Commande publique**

La FNTP est très vigilante sur ce sujet car une des propositions initiales de la convention citoyenne sur le climat était d'aboutir à « une offre économiquement et écologiquement la plus avantageuse ». A ce stade, on observe le maintien de la notion « d'offre économiquement la plus avantageuse ». La conséquence directe sera en phase d'attribution des marchés publics, la définition d'un critère environnemental prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre, sans définition d'un seuil de notation (pressenti à 20 % dans les propositions de la CCC), lequel devra être, comme tout critère, « objectif, précis, et lié à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution ».

Les administrateurs de l'UIE partagent le sentiment qu'il est très difficile d'aboutir à quelque chose d'objectif et sont donc réticents à l'apparition d'un tel critère.

- **Biogaz et boues de STEP**

- ✓ Tarifs de soutien biométhane

Synteau/UIE toujours mobilisés avec les associations d'élus (AMORCE, FNCCR) pour sauvegarder la filière et conserver des tarifs réglementés à leur niveau actuel. En plus des données remontées, la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) demande des documents justificatifs pour accepter de calculer de nouveaux tarifs d'achat

Une réunion va être organisée avec la DGEC et la CRE le jeudi 31 mars
pour échanger sur les pièces justificatives souhaitées et expliquer ce qu'il est possible de faire remonter

✓ **Boues**

Socle commun innocuité : les échanges n'ont pas repris car les ministères attendent toujours l'avis de l'ANSES

Hygiénisation des boues : le ministère (et les collectivités et exploitants) souhaite revoir l'arrêté du 30 avril 2020 qui impose les procédures d'hygiénisation avant épandage dans le contexte covid → un projet d'arrêté avec assouplissement a été mis en consultation publique le 25 mars.
Projet de guide ASTEE sur l'hygiénisation des boues afin d'avoir un état de l'art en la matière : participation du Synteau

■ **REP et RE2020 : des sujets de vigilance**

✓ **REP du bâtiment**

Conséquence la loi AGECL, la REP bâtiments qui doit lever 2,3 milliards d'euros est en cours de définition. Les activités TP sont exclues mais la parcelle bâtie comprise (canalisations dans les bâtiments par exemple) dans le périmètre de la REP qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2022. Un décret d'application attendu d'ici fin juin pour ensuite permettre à l'appel à manifestation d'intérêts sur les éco-organismes. Les réseaux de distributeurs semblent plus concernés que les adhérents UIE pour des raisons de traçabilité. La FNTF est très active sur le sujet, l'UIE propose de relayer ses positions. Les deux principaux enjeux sont de rendre l'écocontribution visible pour le consommateur final et d'avoir un seuil de coupure bien défini

✓ **RE2020**

Reportée de 6 mois (1^{er} janvier 2022)

Cadre bâti et sous-sol exclus selon les derniers arbitrages
(Emmanuelle Wargon)

Méthode ACV dynamique pour calcul de l'impact carbone au m²
favorisant largement les matériaux biosourcés (bois...)

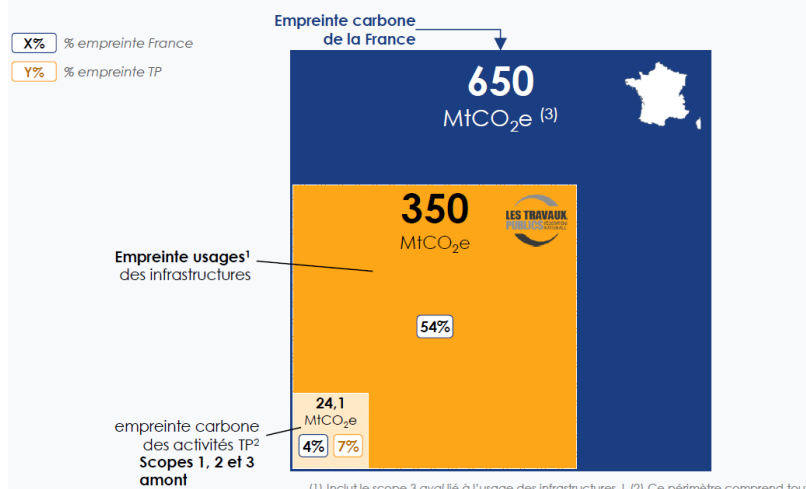
⇒ Réunion à prévoir d'ici 15 jours entre l'Amorce, l'IFEP et l'UIE
--

■ **Empreinte carbone des Travaux publics**

Dans le cadre des objectifs de réduction de l'empreinte carbone à horizon 2030/2050 d'une part ainsi que de la présidentielle 2022, la Fédération nationale des Travaux Publics souhaite positionner les infrastructures comme proposant et contribuant à ces objectifs de réduction.

Dans un premier temps une étude de l'empreinte carbone des TP a été confiée à Carbon 4. Les résultats de cette étude peuvent se résumer ci-dessous :

LES ÉMISSIONS LIÉES AUX INFRASTRUCTURES COUVRENT 50% DES ÉMISSIONS DE LA FRANCE



Plusieurs groupes de travail sont mis en place avec une contribution souhaitée de l'ensemble des métiers FNTF dont l'EAU.

L'UIE a souhaité se positionner sur deux groupes de travail :

- 1000 projets

Ambition de rassembler et de communiquer sur 1000 projets d'infrastructures permettant de répondre aux objectifs de transition écologique et carbone. A ce stade nous disposons de 2 projets UIE.

- Souhait du président que le secteur de l'eau, de facto partie prenante de la transition écologique par son appartenance à l'eau et l'environnement puisse contribuer plus massivement. Un projet à minima par sous-secteur est souhaité.

- Référentiel de solutions innovantes

L'objectif est la mobilisation d'experts des métiers TP pour établir un référentiel de solutions innovantes par sous-secteurs avec des fiches pratiques d'accompagnement. La réunion de lancement aura lieu le 14 avril matin.

- Pour les STEP, pourrait être proposée la généralisation d'un traitement primaire.

Remarque de Gérard LECA (GCEE) : Interrogation sur les critères qui seront retenus. Le problème pour le calcul d'émission de CO₂ c'est qu'il n'existe pas de base commune. Le syndicat est réticent à la mise en place de critères.

- ⇒ L'UIE doit nommer au sein du conseil d'administration un référent sur ce sujet en lien avec Florent Boulter. Merci de vous manifester auprès d'Anne-Laure Makinsky.
- ⇒ Dès mise à disposition, les objectifs de ce groupe seront partagés et une réflexion sur la contribution des syndicats UIE pourra s'enclencher
- ⇒ Les syndicats de l'UIE sont attendus sur ce sujet

■ CCAG

La parution officielle est prévue pour avril 2021. Un webinaire le 31 mars 2021 à 11H sera consacré au sujet. Les adhérents UIE ont reçu un mail.

● Communication

● Podcasts UIE

Notre série de podcasts a commencé à être publiée depuis mi-décembre 2020. A ce jour 5000 écoutes ont été recensées. Prochains thèmes et dates :

Prochain thème : Changement climatique, villes et résilience : quelle place pour les eaux pluviales => Avril 2021 avec ITSEP et le CEREMA

⇒ Anne-Laure Makinsky prend contact avec la gazette des communes pour promotion des podcasts.

● Film UIE

- ✓ 4 saynètes de la vie quotidienne sans eau d'environ 20 sec
- ✓ Une version longue d'1 min
- ✓ Humour et ton décalé
- ✓ Valorisation des métiers
- ✓ En phase de finalisation (recherche voix off)

Diffusion

- ✓ Réseaux sociaux
- ✓ Sites web UIE et syndicats
- ✓ Partenariat presse à l'étude pour diffusion médias :
- ✓ Actu-environnement ou Gazettes des communes



EAU MAGAZINE N° 37 – juin 2021

Les principaux thèmes sont les suivants :

- ✓ Territoires : Rhin-Meuse
- ✓ Formation : quels enseignements de l'étude PICEDEC menée par la Filière Française de l'Eau
- ✓ Transition écologique des Travaux publics : ça bouge !
- ✓ Assises de l'Eau : point sur les groupes de travail
- ✓ Filière Française de l'Eau : avenant au contrat de filière => nouveaux engagements
- ✓ Biogaz et boues de STEP : révision des tarifs, mélange de boues et hygiénisation

➔ Encore possible de proposer des actualités à marion.legoffic@french-water.com

❖ ANNUAIRE DES ADHERENTS - Gratuit

- ✓ **Primordial pour l'équilibre économique du magazine et maintien de la redevance => besoin d'un appui des présidents à la participation de leurs adhérents**

- ✓ Seulement 29 retours à ce stade

BONUS - A lire dans EIN

ITW de Jean-Luc Ventura : <https://www.revue-ein.com/actualite/il-y-a-tout-juste-un-an-les-chantiers-s-arretaient>

■ **Enquête économique 2021 sur l'année 2020**

L'enquête a été lancée le 15/03/2021. Les questions sont similaires à 2020 pour l'aspect économique et de nouvelles questions relatives à la transition écologique ont été posées :

- 1/Avez-vous réalisé une empreinte carbone de vos activités ?
- 2/Avez-vous déjà identifié des solutions permettant de rendre vos activités compatibles avec les objectifs de transition écologique ?
- 3/La transition écologique aura-t-elle des conséquences sur vos activités

A ce stade une petite trentaine de réponses ont été recueillies. Ce n'est pas suffisant pour pouvoir s'appuyer sur les résultats pour une communication institutionnelle.

- ⇒ Thomas Contentin soulève le problème du questionnaire qui arrive dans les SPAMS. Malheureusement à ce jour pas de solution technique idéale. Le prestataire doit envoyer directement individuellement le questionnaire pour garantir la confidentialité des données.
- ⇒ Importance que les adhérents du Syprodeau puissent se mobiliser sur cette enquête. En 2020, seules 3 entreprises avaient répondu ce qui n'avait pas rendu possible l'exploitation des données.

■ **Ressources Humaines**

- Remplacement de congé maternité Anne-Laure MAKINSKY
Anne-Laure sera absente de fin avril/ début mai à fin octobre 2021, elle sera remplacée à raison de 2J/ semaine par Clotilde Terrible ancienne secrétaire générale de Canalisateurs.
- Céline Retbi est en arrêt maladie depuis mi-février. Anne-Laure a repris ses missions communication avec le soutien de Marion. Un prestataire permettra d'assurer la continuité de la communication à raison d'une journée par semaine en soutien d'une reprise à temps partiel de Céline ou seul s'il en était besoin

Prochaines réunions UIE :

Vendredi 25 juin : réunion + déjeuner (si possible en fonction du contexte)

Mardi 14 septembre : réunion + déjeuner si possible

Union Nationale des Industries et Entreprises de l'Eau

9, rue de Berri - 75008 Paris
Tél : +33 (0)1 45 63 70 40
E-mail : uie@french-water.com
Web : www.french-water.com

Une association professionnelle adhérente à la Fédération Nationale des Travaux Publics

